



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Collecte et valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques - Renouvellement de la convention avec l'eco-organisme OCAD3E - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12822 du 5 mars 2015, le conseil de la Communauté d'agglomération, aujourd'hui devenu le Conseil de Métropole, a autorisé la signature de la convention avec la société OCAD3E, organisme coordonnateur agréé par l'Etat ayant pour mission l'organisation des éco-organismes en charge des filières de traitement et de valorisation des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E) ainsi que la gestion des soutiens financiers aux collectivités pour leur collecte auprès des particuliers, dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur portant sur ces produits.

Cette convention précise les conditions de mise à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole des D3E collectés sur son territoire, principalement dans les déchèteries. Elle définit également les barèmes des soutiens versés à la collectivité, ainsi que les modalités de suivi et de traçabilité des D3E collectés.

Dans l'attente de la redéfinition par les pouvoirs publics du cahier des charges de la filière, le renouvellement de l'agrément a été délivré pour l'année 2021. La convention actuelle arrivant à terme doit donc être renouvelée pour 2021 à l'occasion de ce ré agrément. Un délai courant jusqu'au 31 mars 2021 est fixé pour signer la nouvelle convention afin assurer la continuité des enlèvements des D3E collectés et du versement des soutiens financiers correspondants.

La convention actuelle désigne ECOLOGIC comme étant l'éco-organisme en charge du suivi opérationnel du dispositif. Chaque année, ce sont environ 400 à 500 tonnes de D3E qui sont collectées, le soutien financier correspondant versé par ECOLOGIC étant de l'ordre de 50 000 €.

La proposition de nouvelle convention pour l'année 2021 transmise par OCAD3E reprend les éléments de la précédente en répartissant les soutiens financiers en une part forfaitaire et une part variable liée aux tonnages collectés sur les points de collecte. Ils comprennent en outre un soutien proportionnel aux dépenses de communication. La convention comprend également une clause permettant une aide financière pour l'organisation de collectes de proximité par apport volontaire dans les centres urbains denses.

La durée de cette nouvelle convention est de six ans, conformément au cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 décembre 2014 qui s'impose à OCAD3E et prendra fin de plein droit en cas de retrait par les Pouvoirs Publics ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément d'OCAD3E en cours à la date de signature de la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention à conclure avec l'éco-organisme OCAD3E ainsi que les engagements réciproques des deux partenaires ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus en recettes au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153756-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention D3E
- Annexe 01
- Annexe 02
- Annexe 03
- Annexe 04
- Annexe 05
- Annexe 05 bis
- Annexe 06
- Annexe 07

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.